

*Cet excellent slogan (qui en rappelle un autre) a été repris par le Figaro et le Monde. Il est révélateur d'une certaine panique qui gagne les milieux dirigeants : ça ne marche pas.*

La Banque centrale européenne va donc arroser encore un peu plus, sans trop compter. Mais il n'y a aucune raison que cela marche mieux qu'avant : l'arrosage a été absorbé par la spéculation, le cash des entreprises, sans effet notable sur l'activité économique. Le désarroi est tel que certains imaginent même une solution extrême : l'arrosage par hélicoptère (*helicopter money*) consistant à arroser directement les comptes bancaires des individus.

De l'argent pour le peuple

Il y aurait pourtant des solutions cohérentes, permettant de combiner les créations d'emplois, la satisfaction des besoins et la transition écologique. Jeremy Corbyn, le nouveau secrétaire du parti travailliste a lancé l'idée du *Quantitative Easing for People* : la Banque centrale émettrait de la monnaie pour financer des projets socialement et écologiquement utiles, via une banque publique d'investissement. Cette proposition aurait aussi l'intérêt de cibler la recherche sur des domaines correspondant à l'intérêt public, plutôt qu'à des innovations plus ou moins futiles qui servent à quelques innovateurs astucieux pour capter les budgets publicitaires ou l'argent de spéculateurs avides.



La question qu'il faut se poser n'est donc pas de savoir où sont les alternatives mais pourquoi les alternatives rationnelles ne sont pas appliquées. La principale raison est que, même si elles peuvent être simplement raisonnables, elles heurtent la logique profonde du capitalisme. La crise dure depuis huit ans, et le capitalisme est aujourd'hui complètement détraqué, pas seulement en Europe. Il suffit d'observer comment les pays dits « émergents » sont secoués par le chaos de l'économie mondiale : prix des matières premières en chute libre, taux de change erratiques, effet boomerang du tout-à-l'export et de la compétitivité à outrance.

Le chaos capitaliste

Il y a deux causes essentielles à ce chaos. Le capitalisme reste plombé par les dettes accumulées avant la crise parce que les remettre en cause, ce serait s'attaquer aux privilèges de la petite couche sociale (les « 1 % ») qui s'en sert pour capter la richesse produite. Plus fondamentalement, les gains de

productivité s'épuisent ainsi que les occasions d'investissements rentables. Dans ces conditions, la seule issue est la fuite en avant. La finance n'a pas été dégonflée et il faut aller à la source de la création des richesses pour s'attaquer toujours plus au « coût du travail ». De là provient l'instabilité de l'économie mondiale, tiraillée par la lutte concurrentielle de tous contre tous. De là aussi, ces « réformes » folles furieuses qui obéissent scrupuleusement aux commandements du catéchisme néo-libéral : le coût du travail, tu dévalueras ; le salaire minimum, tu réduiras ; le marché du travail, tu flexibiliseras ; les indemnités de chômage, tu baisseras ; les retraites, tu diminueras ; les dépenses de santé, tu raboteras.

Face à cette débâcle, il n'y a que les luttes sociales qui puissent rappeler les dominants à la raison. Et le mouvement naissant contre la « loi travail » a mille fois raison. La prétention de ce projet de vouloir créer des emplois en facilitant les licenciements est en soi une insulte à la raison et au bon sens. Et, comme son véritable objectif est de dévaluer le travail, il suffit pour s'y opposer d'invoquer la décence commune (*common decency*) chère à George Orwell.